



Paris, le 5 juillet 2011

Communiqué

Jean-Patrick GILLE, Secrétaire national à la famille

Famille : les tours de passe-passe de la droite

Mme. Bachelot a profité d'une visite à Elancourt pour vanter le bilan du quinquennat en matière de politique familiale. Ce n'est pourtant pas ce que vivent les Français confrontés aux problèmes de garde.

Roselyne Bachelot a annoncé la création de 200 000 modes de garde pour les enfants de moins de trois ans. Or, non seulement ce chiffre est largement inférieur aux besoins estimés par la CAF (350 000 places) et surtout, il ne s'agit pas de nouvelles places en crèches créées comme le demandent les familles. Ces « nouveaux modes de garde » sont rendues possibles par un assouplissement des normes d'accueil ce qui va entraîner nécessairement une dégradation de l'offre de service.

Au lieu de mobiliser les ressources nécessaires, le décret Morano de juin 2010 autorise en effet une formation moindre pour les assistantes maternelles, un encadrement réduit dans les crèches et le développement des jardins d'éveil privés, mesures qui dégradent les conditions d'accueil des tout-petits et renforcent dès le plus jeune âge les inégalités sociales. Il s'agit bien, pour la droite, de mettre, comme le dénonce un collectif, les « bébés à la consigne » et non d'assurer leur développement et leur éveil. Sur le plan éducatif, la scolarisation des enfants de deux ans a d'ailleurs massivement régressé.

La famille n'est pas une priorité pour le gouvernement, qui a refusé un financement conséquent à ces objectifs, et est allé jusqu'à retirer 0,28% de la CSG qui alimentait la branche famille pour l'attribuer à la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES), contre l'avis des présidents des Commissions des lois et des finances de l'Assemblée nationale et de l'ensemble des groupes politiques, à l'exception de l'UMP.

Hervé Novelli a donc beau jeu de déplorer aujourd'hui le déficit de cette branche, historiquement excédentaire ! Une nouvelle fois, la droite affirme que le système de protection sociale coûte trop cher pour essayer de priver les Français de leurs derniers filets de sécurité, dont la crise a pourtant démontré leur rôle d'amortisseurs. Ajoutons qu'un transfert des cotisations vers la TVA ne ferait qu'alourdir un peu plus les prélèvements reposant sur les ménages les plus modestes.

Le Parti socialiste demande au gouvernement de cesser sa stratégie du ballon d'essai permanent. Il s'engage, dans le cadre du projet pour 2012, à créer un véritable service public de la petite enfance dont l'offre d'accueil, diversifiée, fiable et solidaire, doit permettre de répondre aux besoins de chaque enfant au fur et à mesure de son développement. La scolarisation des 2-3 ans doit cesser d'être une variable d'ajustement budgétaire : elle doit être possible dès deux ans et rendue obligatoire à trois ans, ce qui doit se traduire par l'arrêt de la suppression de postes dans l'Education nationale.